

Burundi: le directeur du Kira Hospital arrêté par le Service national de renseignement

RFI, 03/04/2022 Le directeur général de Kira Hospital Clinique Suisse, le plus moderne des hôpitaux burundais devenu une référence régionale depuis quelques années, a été arrêté vendredi soir par le Service national de renseignement en compagnie du président du Conseil d'administration de cette clinique, un Français du nom de Jean-David Pillot, alors qu'ils étaient au travail.

Est-ce un effet des pressions diplomatiques ? Le président du Conseil d'administration de Kira Hospital, un ressortissant français, a été libéré dès le lendemain de leur arrestation. Le directeur général de Kira Hospital, le Dr Christophe Sahabo, est quant à lui resté dans les cachots du SNR, où il est détenu au secret depuis trois jours. D'après ses proches, il était sous pression du pouvoir burundais depuis plusieurs semaines.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Aucun responsable burundais ne s'est exprimé jusqu'ici sur le motif de cette double arrestation. Mais depuis ce week-end, les services secrets burundais ont commencé à distiller sur les réseaux sociaux des documents sur cette affaire. D'abord une correspondance des représentants de l'actionnariat public burundais, qui demande la « destitution immédiate » du directeur général pour cause de « mauvaise gestion et gestion frauduleuse ». À destination de la Commission de la déontologie ? Suivra quelques heures plus tard, une courte lettre de démission du Dr Christophe Sahabo pour « convenance personnelle ». À Bujumbura, certains assurent qu'il s'agit d'un document qui aurait été obtenu sous contrainte d'un Service national de renseignement du Burundi, très redouté pour ses méthodes expéditives. L'objectif du pouvoir burundais est de prendre le contrôle de la plus moderne des cliniques du pays, selon nos sources. Ses représentants au Conseil d'administration ont également exigé dans leur lettre au président du Conseil d'administration, une nouvelle répartition de l'actionnariat dominé jusqu'ici par des groupes étrangers. « De quoi chasser définitivement tout investisseur étranger de ce pays », a commenté un homme d'affaires belge.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});